



Le gouvernement américain protège les spéculateurs de Wall Street

Par [Andre Damon](#) et [Barry Grey](#)

Mondialisation.ca, 08 avril 2008

[WSWS](#) 8 avril 2008

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Le secrétaire américain au Trésor Henry Paulson a présenté ce lundi 31 mars son projet pour retaper le système américain de régulation du monde financier. Sa proposition, qui renforce les pouvoirs de la Réserve fédérale quant aux problèmes des marchés et des institutions financières, affaiblit en fait la supervision du gouvernement fédéral sur les banques d'investissements américaines et ne touche pratiquement pas aux énormes marchés secondaires, dit des dérivés, sans réglementation.

Deux semaines à peine après que la Réserve fédérale soit intervenue pour empêcher la faillite de la banque d'investissement Bear Stearns et qu'elle ait annoncé de gigantesques prêts aux autres firmes de Wall Street pour empêcher un effondrement du système financier, la « proposition pour une réforme du système fédéral de régulation financière » de Paulson souligne la détermination des sections les plus puissantes de l'establishment financier à bloquer toute mesure qui limiterait leur capacité à générer des profits et des compensations de plusieurs millions de dollars au moyen de la spéculation financière.

Paulson a présenté cette proposition en grande partie en réponse à l'éclatement de la bulle immobilière et à la crise des hypothèques à risque, les *subprimes*, qui a déjà résulté en la perte de dizaines de milliards de dollars pour les grandes banques et en une crise de confiance envers tout le système de crédit américain. En fait, le plan que Paulson a présenté est en développement depuis le printemps dernier au Trésor américain qui voulait déréglementer encore plus le système financier américain pour qu'il soit encore plus profitable et plus concurrentiel face à ses rivaux en Europe et ailleurs.

Paulson, qui a été un assistant de Nixon et un dirigeant de Wall Street, défend depuis longtemps l'idée qu'il faut réduire la réglementation gouvernementale des banques et des firmes financières. Il a été le PDG de Goldman Sachs, la plus importante banque d'investissement aux États-Unis avant de devenir secrétaire d'État au Trésor sous Bush en 2006. Il a personnellement tiré profit de la politique du risque débridé sur Wall Street qui a été encouragée tant par les administrations démocrates que républicaines. Il a obtenu 37 millions en 2005 selon certains reportages qui prévoyaient qu'il encaisserait 16,4 millions en 2006. Sa valeur nette est estimée à 700 millions de dollars.

Il n'est pas surprenant que ni dans les remarques de Paulson, ni dans son plan de 214 pages, on ne trouve la suggestion que les firmes de Wall Street ou leurs principaux dirigeants soient imputables ou légalement coupables pour le désastre économique et social qui a résulté de leurs politiques et gestes téméraires, parfois trompeuses si ce n'est même illégales.

Les remarques de Paulson étaient pleines d'euphémismes qui voulaient cacher la profondeur de la crise économique. « Les marchés mettent présentement un prix et réévaluent le risque », a-t-il dit, faisant référence à l'effondrement de la valeur grossièrement exagérée des garanties des hypothèques à risque et des autres formes de spéculation.

Il a cherché à rassurer Wall Street en déclarant « Je ne suggère pas que plus de réglementation soit la réponse » et a décrit l'abrogation en 1999 de la loi de Glass Steagall comme une grande avancée. La loi de Glass-Steagall, a été votée au plus fort de la Grande Dépression en 1933, en réponse à des révélations de fraudes massives par les principales banques et institutions financières. Elle a rendu illégale pour une banque commerciale, c'est-à-dire pour une banque acceptant des dépôts de particuliers, d'être aussi une banque d'investissement. La levée de cette interdiction a contribué à former un environnement de grande spéculation qui a engendré la crise actuelle.

Il a aussi déclaré : « Je ne crois pas qu'il soit juste ou exact de blâmer notre structure réglementaire pour les problèmes actuels des marchés. » Cette structure qu'il ne faut pas « blâmer » a permis, par exemple, aux agences de crédit, payées par des firmes financières pour évaluer les garanties données par ces mêmes firmes, de donner des cotes de AAA aux prêts hypothécaires à risque et aux firmes de comptables de permettre aux prêteurs hypothécaires d'inscrire des pertes comme des profits.

Le projet du Trésor américain est divisé en propositions pour le court, le moyen et le long terme. A court terme, il demande que l'autorité et le nombre de membres du comité présidentiel sur les marchés financiers soient augmentés. Ce comité mis en place en 1987 après le crash de la bourse de 1987 comprend actuellement le président de la Réserve fédérale, le secrétaire au Trésor, le dirigeant de la Securities and Exchange Commission (SEC), l'autorité des marchés financiers aux Etats-Unis, et le dirigeant de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), chargée de superviser les activités des marchés à terme du pays.

Le projet prévoit aussi que le gouvernement fédéral aura plus de pouvoirs pour superviser les compagnies d'assurances et que l'Office of Thrift Supervision, un organisme du Trésor chargé de superviser les institutions de prêt et d'épargne soit aboli.

A plus long terme, ce que Paulson admet prendra des années à mettre en place, le projet du Trésor prévoit un système de régulation tripartite dans lequel la Réserve fédérale est privée de ses pouvoirs de superviser les banques commerciales au jour le jour et se voit donner des pouvoirs supplémentaires pour réparer l'ensemble des institutions financières et des marchés. En vertu du plan du Trésor, la Réserve fédérale pourra inspecter les livres de toute banque, banque d'investissement, fonds spéculatif (hedge fund), société de financement par capitaux propres ou compagnie d'assurances et ordonner des mesures comme la nécessité de former des réserves de capital. Mais ses nouveaux pouvoirs de la Réserve ne seront applicables que si la Réserve considère que les pratiques d'une compagnie présentent une « menace » pour le système financier.

Le rôle actuel de la Réserve fédérale dans la supervision des banques commerciales et des autres institutions de dépôt serait donné à un nouveau régulateur financier. Il est important de noter que le mandat de cette nouvelle agence ne s'appliquerait pas aux banques d'investissement même si ces dernières ont maintenant accès aux prêts garantis par le gouvernement de la Réserve fédérale.

Finalement, il y aurait aussi un régulateur de la conduite des affaires qui superviserait le comportement des financières dans le but de protéger les consommateurs et les investisseurs.

L'immense croissance du secteur financier américain au cours des dernières dizaines d'années a été alimentée par une série de bulles d'actifs qui furent possibles à cause du rôle prééminent que joue le dollar américain dans la structure du capitalisme mondial. C'est ce qui a permis aux Etats-Unis d'avoir ces immenses déficits et d'accumuler des dettes à un niveau impensable pour tout autre pays. Mais la période où l'élite dirigeante américaine pouvait engranger les profits tout en laissant son infrastructure et sa capacité de production s'effriter était dans son essence propre transitoire. La crise actuelle représente le début d'un réajustement mondial et de l'atteinte d'un nouvel équilibre de la puissance économique qui se fera au détriment du capitalisme américain.

La crise actuelle est la culmination du déclin prolongé de la position économique mondiale du capitalisme américain, qui a été partiellement masqué dans le passé par une immense croissance de spéculation financière et de parasitisme. Ce n'est pas, comme Paulson l'a dit dans ses remarques lundi passé, simplement une des « périodes de problèmes sur les marchés » qui se produisent à « tous les cinq ou dix ans ».

Article original, WSWS, publié le 1er avril 2008. Publié en français le 4 avril 2008.

Copyright WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Andre Damon](#) et [Barry Grey](#), [WSWS](#), 2008

Articles Par : [Andre Damon](#) et
[Barry Grey](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca